

« Le Belgium bashing, c'est surtout de l'auto-bashing »

DIPLOMATIE A l'étranger, Didier Reynders dit ne pas recevoir de remarques négatives

► Le ministre des Affaires étrangères l'assure : à l'étranger, les seuls commentaires sont des marques d'empathie envers la Belgique.
► C'est chez nous que « la critique est disproportionnée ».

ENTRETIEN

LA HAVANE (CUBA)

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Le boulot d'un ministre belge des Affaires étrangères n'est sans doute pas de tout repos en ce moment : il lui faut défendre l'image de la Belgique de par le monde. Et pourtant, Didier Reynders, qui rentre ce jeudi de Cuba après avoir été récemment au Congo et en Israël, et qui se prépare à repartir ce week-end pour le Rwanda et la Tanzanie, l'assure : « Je n'ai eu à Cuba aucune question ou remarque sur la situation en Belgique. Les seuls commentaires, ce sont des condoléances par rapport aux attentats. Et c'est la même chose ailleurs. » Le fameux « Belgium bashing » serait-il exagéré ? C'est son analyse. Il juge même que cette critique de la Belgique est avant tout un sport national. Habilement instrumentalisée par la gauche... Entretien.

Vraiment, vous n'entendez pas de critiques de la Belgique de la part de vos contacts à l'étranger ?

Après les attentats en France, il y a eu des remarques sur leur préparation en Belgique. On l'a assez mal pris et j'ai été en radio et en télévision à Paris pour expli-

quer les problèmes des combattants étrangers et de l'échec de l'intégration dans certains quartiers de certaines villes. Et il y a aussi eu dans la presse anglo-saxonne, comme depuis toujours, l'un ou l'autre papier contre Bruxelles, capitale de l'Europe. Mais c'est davantage une vision venue de Belgique que de l'autodérision, de l'autocritique. Mais je ne le vis pas à l'extérieur. J'ai plutôt des conversations où l'on nous demande de faire des choses ensemble. L'Otan veut ainsi organiser un sommet à Bruxelles, l'an prochain, pour le nouveau président américain et l'ouverture du nouveau bâtiment. Et j'ai proposé que pour le prochain Salon des vacances en février, le thème soit les Caraïbes, avec Cuba comme invité d'honneur.

La critique vient donc de l'intérieur, pas de l'extérieur ?

Quand on a deux attentats meurtriers à ce point, je peux comprendre que les avis de voyage, comme au Japon, déconseillent de venir en France ou en Belgique. Mais on va avoir une visite d'Etat au Japon, c'est le meilleur moyen de relancer les choses. Les Belges doivent faire attention avant de se lancer dans une critique, à mon avis disproportionnée. Prenez la mobilité : il faut arrêter de croire qu'il n'y a qu'à Bruxelles que le trafic est bloqué. Je ne veux pas idéaliser les choses, mais c'est avant tout de l'auto-bashing qui se fait dans le pays.

De « l'auto-bashing » plus que du « Belgium bashing » ?

A l'étranger, je ne suis pas pointé du doigt, je n'ai pas eu la moindre remarque si ce n'est d'empathie. Les attentats ont créé un choc qui a provoqué un ralentissement d'activités dans les secteurs des services, de l'horeca, du commerce. Mais la fermeture du tunnel Stéphanie fait au moins autant de dégâts. Même chose pour le piétonnier : j'ai reçu le bourgmestre de Bruxelles et l'échevin pour voir comment on peut rephaser les travaux et réorganiser la circulation pour répondre aux demandes des commerçants. Ce sont aussi des choix politiques : pendant dix ans, Ecolo s'est opposé au développement du métro...

Mais c'est également une question d'ambiance. Si David Goffin passe encore un tour ou deux à Roland Garros et que les Diables rouges gagnent l'Euro, cela fera beaucoup de bien. Mais pour le moment, je ne peux pas reprocher aux syndicats qui veulent que le gouvernement tombe de dire que plus rien ne va...

Les critiques n'ont jamais été si intenses ?

Dans les années 80, les manifestations étaient autrement violentes et on a eu des grèves au chemin de fer, demandez à Herman De Croo. L'Action socialiste était en dehors du gouvernement et il y avait des manifestations sans commune mesure avec ce qui se passe aujourd'hui. Il paraît que le PS n'a pas grand-chose à dire à la FGTB et que la FGTB n'est pas socialiste. On apprend tous les jours... Le message est clair : on veut faire tomber le gouvernement. C'est un choix politique. ■

Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON

ANALYSE

Didier-le-Flingueur, le retour

Depuis des mois, Didier Reynders jouait son rôle de ministre des Affaires étrangères avec application. Parcourant le monde et apparaissant au pays surtout dans les moments gouvernementaux importants, comme les négociations budgétaires ou la gestion des attentats. Il mesurait ses déclara-

tions politiques et avait quelque peu délaissé la guerre avec les adversaires, lui pourtant peu avare de bons mots et de phrases qui fâchent. Mais depuis quelques jours, le vice-Premier libéral est de nouveau en mode attaque. Il se relance avec délectation sur la scène belge pour tacler son meilleur ennemi : la gauche. Qu'elle prenne la forme du PS, des syndicats ou d'Ecolo. Pas de propos personnels agressifs, mais des cibles politiques clairement identifiées.

Dans le viseur, la FGTB « qui ne va tout de même pas diriger le pays » ; les socialistes francophones qui musclent leur discours « parce qu'ils sont dans l'opposition et talonnés par le PTB » ; les verts « qui ont refusé pendant dix ans l'extension du métro à Bruxelles » ; l'Action commune en général qui instrumentalise le mécontentement social et mène « des grèves politiques » pour faire tomber le gouvernement ; sans oublier le CDH, considéré

comme parti en quasi-voie d'extinction. Pourquoi cette offensive de printemps ? L'heure est propice : les grèves à répétition attisent un certain mécontentement populaire et il est toujours bon d'y associer le nom de son principal opposant politique. Et les sondages sont mauvais pour le MR et le gouvernement : dans ces cas-là, un peu de musculation est toujours bonne à prendre...

MA.D.

grèves « Ce n'est pas un syndicat qui va diriger le pays ! »

Vous ne croyez pas que le sentiment « plus rien ne va » dépasse le PS et les syndicats, et vit dans la population ?

Il y a une démarche très liée à la Wallonie, à une partie de la Wallonie puisque les trains roulent sur l'axe Bruxelles-Namur-Luxembourg. Il y a certaines prisons. Et pour la magistrature, je suppose que l'on va m'expliquer que l'Association nationale des magistrats n'a rien de socialiste ? La FEF veut lancer des actions ; tous ses anciens présidents sont devenus responsables PS ou Ecolo. Donc, il y a une utilisation d'une action qui démarre et qu'on amplifie. Et une situation très différente au nord et au sud du pays. Pourquoi un cheminot fait grève quand il habite Charleroi et travaille quand il habite Gand, alors qu'ils ont le même statut et qu'ils seront visés par les mêmes règles ? Dans les prisons, 300 à 400 recrutements sont proposés, mais on répond « non, on va au finish ». Et les magistrats commencent leur action à Bruxelles et Nivelles...

Cette différence nord-sud vous inquiète ? Elle est dangereuse ?

Il faut que les organisations politiques ou syndicales se rendent compte de ce qu'elles peuvent entraîner. Les partis l'ont assumé en se scindant, je ne sais pas ce que les syndicats veulent faire.

Le reproche au gouvernement, c'est aussi le manque de concertation sociale.

Koen Geens a passé des heures et des jours à négocier. Mais quand on vient en disant : « On veut ça et rien d'autre... » Il peut proposer tout ce qu'il veut, c'est non. Il a quand même trouvé un accord avec quatre syndicats sur six. Jusqu'où vont-ils vouloir aller ?

Charles Michel a dit qu'il fallait faire des réformes pour ne pas en arriver à la situation de la Grèce ou de l'Espagne. Vous validez ce propos ?

Je ne fais jamais de comparaisons comme celles-là. Il faut faire passer le

message qu'il y a des réformes indispensables, comme reporter l'âge de la retraite à 67 ans en 2030, étant donné l'espérance de vie actuelle. Et on est dans des réformes qui ne sont pas des bouleversements. En France, ils essaient de tenir un discours sur les réformes nécessaires. Le discours n'est pas le même quand le PS est au gouvernement ou dans l'opposition... J'attends toujours de voir le grand soir en Région wallonne. Je suppose que c'est le CDH, qui a une telle puissance de droite, qui l'empêche...

Il n'y a pas un problème de dialogue, d'empathie du gouvernement ?

Maggie De Block sur la santé, Daniel Bacquelaine sur les pensions, Koen Geens sur les prisons, négocient. Il faut que Kris Peeters reprenne le chemin du dialogue sur la loi Travail. Il y a un mécontentement évident quand on fait des réformes. Il y a donc une vraie responsabilité du gouvernement à mener des concertations. On a d'ailleurs adapté des réformes après un accord du Groupe des dix. Mais se concerter ne veut pas dire donner raison aux syndicats. Ce n'est quand même pas un syndicat qui va diriger le pays ! Les syndicats sont dépassés par leur base, où la présence du PTB est assez forte. Et le PS a tendance à se donner une image beaucoup plus à gauche parce qu'il est talonné par des mouvements plus à gauche.

Il faut imposer le service minimum en cas de grève ?

Dans les transports, cela existe dans beaucoup de pays. Et pourquoi ne peut-on concevoir un service de base pour les détenus ? Il y a des secteurs indispensables, notamment les secteurs de la santé ou l'énergie. Quand les socialistes sont au gouvernement, on ne peut en parler ; et quand ils sont dans l'opposition non plus. On a encore le droit d'avoir un programme. ■

Propos recueillis par
Ma.D.